

relatifs au statut général des fonctionnaires : *Son article additionnel 60 bis concernant l'administration des P. T. T.* [5 octobre 1946] (p. 4700).

DRAVENY (M. Lucien), Député du département de la Marne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

Dépôt :

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi relative au statut de l'artisanat, n° 196.

DUBOIS (M. René), Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

Dépôt :

Le 1^{er} août 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article 19 du Livre IV du Code du travail (secrétaires des conseils de prud'hommes), n° 339.

DUCLOS (M. Jacques), Député du département de la Seine (6^e circonscription), (Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.)

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (ibid.).

Dépôts :

Le 6 août 1946, une proposition de loi tendant à l'institution de la représentation proportionnelle intégrale pour l'élection des députés de la France métropolitaine, n° 384. — Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier la composition des organismes directeurs du crédit, n° 419. — Le 1^{er} octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi fixant la contribution de la France à la réparation des dommages de guerre en Tunisie, n° 1134. — Le 2 octobre 1946, une proposition de résolution tendant à assurer le vote du statut de la fonction publique avant la séparation de l'Assemblée Nationale Constituante, n° 1166.

Interventions :

Sa motion relative à l'avènement de la République italienne [12 juin 1946] (A., p. 2494). — Son rapport, au nom du 1^{er} bureau, sur les opérations électorales du département des Ardennes [12 juin 1946] (p. 2499). — Est proclamé Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2538). — Préside : la séance du 23 juillet 1946 (p. 2750) ; la séance du 6 août (p. 2984) ; la seconde partie de la 2^e séance du 9 août (p. 3155) ; la séance du 4 septembre (p. 3518) ; la 1^{re} séance du 10 septembre (p. 3573) ; la 2^e séance du 25 septembre (p. 4031) ; la 3^e partie de la 2^e séance du 26 septembre (p. 4126) ; la 2^e séance du 4 octobre (p. 4569). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [14 juin 1946] (p. 2539). — Ses explications de vote lors de l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République française (p. 2545). — Est entendu dans la discussion : des interpellations sur la composition et la politique extérieure du Gouvernement [26 juin 1946] (p. 2562) ; — du rapport sur les opérations électorales dans la 1^{re} circonscription du département de la Seine [4 juillet 1946] (p. 2596) ; — du rapport de M. Roucaute sur les opérations électorales de la 1^{re} circonscription du département du Nord [5 juillet 1946] (p. 2621) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, rémunération des personnels et pensions [11 juillet 1946] (p. 2658) ; — du rapport de M. Cudenet sur les opérations électorales du département de Vaucluse [18 juillet

1946] (p. 2705 et suiv., 2713). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour [18 juillet 1946] (p. 2714) ; sur l'ajournement de la discussion d'une interpellation de M. Aubry [25 juillet 1946] (p. 2809). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion : d'une interpellation de M. Aubry concernant l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature [26 juillet 1946] (p. 2820) ; — d'une interpellation de M. Morice sur l'application de la loi de sécurité sociale [26 juillet 1946] (p. 2823) ; sur le règlement de l'ordre du jour [30 juillet 1946] (p. 2858). — Participe à la discussion : des propositions de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank ; *Discussion générale* [1^{er} août 1946] (p. 2903) ; — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 1^{er} : *Ses observations* [2 août 1946] (p. 2964) ; Art. 5 : *Anciens combattants* (p. 2968) ; — de la proposition de résolution de M. Dagain tendant à rétablir les parités d'indemnité existant entre le personnel des P. T. T. et les régies financières : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2976). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron portant réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice [8 août 1946] (p. 3082 et suiv.). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Morice sur l'application de la loi de sécurité sociale : *Ses explications de vote* [8 août 1946] (p. 3094) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre ; Art. 1^{er} : *Amendements portant le coefficient à 4* [9 août 1946] (p. 3123) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale, Intervention : de M. Cot* [22 août 1946] (p. 3249) ; *de M. Le Bail* [27 août 1946] (p. 3331) ; *de M. Herriot* (p. 3342) ; PRÉAMBULE, alinéa 12 : *Ses explications de vote sur les amendements de M. Montillot et le sous-amendement de M. Cudenet* [29 août 1946] (p. 3428) ; Art. 76 : *Ses explications de vote sur l'ensemble de l'article* [10 septembre 1946] (p. 2600) ; du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 septembre 1946] (p. 4237) ; — d'une proposition de loi ayant pour objet une enquête sur les

événements survenus en France de 1933 à 1945 ; Art. 2 : *Son amendement* [29 août 1946] (p. 3398 et suiv.) ; — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Ses explications de vote sur la question préalable* [17 septembre 1946] (pp. 3757, 3762). — Est entendu : lors d'une déclaration de M. Bidault, sur le personnel de la fonction publique [20 septembre 1946] (p. 3883) ; — sur le règlement de l'ordre du jour [20 septembre 1946] (p. 3911) ; — au cours de la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés, *Discussion générale* [23 septembre 1946] (pp. 3941, 3947 et suiv.) ; Art. 5 : *Amendement de M. d'Aragon* (p. 3953) ; Art. 17 : *Ses observations contre les amendements* (pp. 3967 et suiv.) : *Ses observations sur le panachage* [30 septembre 1946] (pp. 4265, 4270 et suiv.) ; Art. 1^{er} ; *Ses observations contre les amendements* (p. 4282) ; *Ses explications de vote* (p. 4285) ; *Ses observations* (p. 4289) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 octobre 1946] (p. 4561) ; — sur l'adoption des propositions de la conférence des présidents [24 septembre 1946] (p. 3996) ; — dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (pp. 4006 et suiv.) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, *Discussion générale* [26 septembre 1946] (p. 4112). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à compléter la loi constitutionnelle en cas de rejet de la Constitution : *Discussion générale* [30 septembre 1946] (p. 4276) ; — de sa proposition de résolution sur le statut de la fonction publique : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4407).

DUCLOS (M. Jean), Député du département de Seine-et-Oise (2^e circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532) — Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555).

Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à revaloriser les pensions d'invalidité des mutilés, des veuves, des ascendants et